

COMMUNIQUÉ DE LA COORDINATION GILETS JAUNES CO-ORGANISATRICE NATIONALE DU MOUVEMENT DU 17 OCTOBRE

RÉPONSE À EMMANUEL MACRON

**NOUS DEMANDONS À
RENCONTRER EMMANUEL
MACRON À L'ÉLYSÉE**

Ce samedi 17 octobre, c'est un véritable arc-en-ciel des colères qui s'est élevé dans le pays. À l'initiative des Gilets jaunes, divers collectifs, citoyen·nes, organisations et corporations se sont mobilisés massivement, sous forme de manifestations, actions de blocage économiques et autres opérations de désobéissance civile, afin de réclamer d'une même voix démocratie, dignité et justice. Syndicats de travailleur·euses, de lycéen·nes et d'étudiant·es, paysannes et paysans, mouvements pour le climat, la paix, le vivant et la justice sociale, habitantes et habitants des quartiers populaires: toutes les générations ont marché ensemble, contre la vie chère et contre un pouvoir qui ne répond plus.

En tout, 800 000 personnes ont manifesté et plus de 1 700 actions ont été recensées sur notre plateforme 17octobregiletjaune.net, dans les rues, sur les ronds-points, devant les stations-service, aux péages, les dépôts et les raffineries. Cela dépasse les records du mouvement des Gilets jaunes de 2018.

Depuis les lycéen·nes de Créteil le 6 octobre, la colère a grossi semaine après semaine; le 17 octobre, elle a trouvé son point de convergence. La Préfecture a tout tenté pour nous diviser et nous éloigner du cœur de Paris: nous avons marché en cortèges communs, derrière les mêmes mots d'ordre.

Ce 17 octobre, nous n'avons pas oublié le 17 octobre 1961, quand la police de Papon massacrait à Paris des Algériennes et des Algériens qui manifestaient pacifiquement. Soixante-cinq ans après, nous refusons que le racisme divise celles et ceux qui ont les mêmes fins de mois.

Au lendemain de cette journée historique, les mobilisations se poursuivent.

Aujourd'hui, nous pouvons le dire: la convergence des luttes a fait naître un vent insurrectionnel contre la violence systémique qui n'est pas près de faillir.

Face à nous, le gouvernement a choisi les gaz et les charges. La veille, le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez a maintenu l'usage des grenades de désencerclement, alors qu'un garçon de 15 ans a perdu une main à Lens il y a quelques semaines. À Paris, la place de la République a été gazée avant même le départ du cortège. À Strasbourg, des charges ont visé des manifestant·es pacifiques. À Saint-Étienne, un jeune a eu la main arrachée. La grande majorité des cortèges se sont pourtant déroulés sans heurts.

On nous demande aujourd'hui de condamner les violences, les émeutes, les barricades. Nous refusons d'ajouter notre voix au concert de l'indignation. La jeunesse, les gilets jaunes, les paysan·nes, les travailleuses et travailleurs, les soignant·es, les pompières et pompiers ont proposé, alerté, pétitionné, manifesté, sans autre réponse que l'ignorance, le mépris et la répression. La police tue, les pesticides tuent, la destruction des services publics tue, la

concentration des richesses tue : chaque jour où cela continue est une violence plus grande que la révolte. Cette révolte est légitime.

Nous appelons à poursuivre les perturbations et les blocages logistiques, à créer partout en France des assemblées de convergence entre toutes celles et ceux qui luttent, et à faire de la journée de grève interprofessionnelle du 5 novembre le point de départ de la grève et du blocage général reconductible. Nous serons aux côtés de la jeunesse dans chacune de ses mobilisations : face à la répression, aux gardes à vue et aux violences policières, notre meilleure protection, c'est le nombre et l'unité.

En 2020, Emmanuel Macron avait promis de recevoir un groupe de Gilets jaunes à l'Élysée. Il n'a finalement pas tenu cette promesse, comme bien d'autres, mettant dans le même temps des milliers de doléances à la poubelle. À l'époque, il s'était justifié par la non-structuration du mouvement et par l'apparition du Covid.

Huit ans plus tard, notre coordination a reçu de nombreuses sollicitations de citoyen·nes pour relancer cette demande d'invitation. Alors qu'il y a quelques jours, le Premier ministre Lecornu a refusé de recevoir les organisations étudiantes, nous demandons ainsi cette rencontre, que nous jugeons nécessaire, y compris symboliquement. Si le président accepte, nous constituerons une délégation structurée à l'image du 17 octobre, qui réunira des Gilets jaunes et des représentant·es du plus grand nombre possible de secteurs mobilisés : travailleuses et travailleurs, lycéen·nes et étudiant·es, paysannes et paysans, mouvements pour le climat, la paix, le vivant et la justice sociale, habitantes et habitants des quartiers populaires. La prise de parole du président de la République de ce soir nous a confortés dans cette idée, car son discours vide illustre parfaitement la déconnexion de nos dirigeants et leur refus d'écouter, que les Gilets jaunes dénoncent depuis tant d'années.

La population de France mérite d'être enfin considérée, entendue et écoutée. Le peuple français doit pouvoir accéder à son palais.

CONTACTS PRESSE

David Libeskind : 06 66 31 36 20

Azelma Sigaux : 06 71 15 11 43

Benjamin Ball : 06 49 98 57 53

17octobregiletjaune.net